

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1972-1973.

25 AVRIL 1973.

1. Proposition de loi visant à effacer certaines condamnations encourues par suite de délits commis au cours de la manifestation des agriculteurs du 23 au 24 mars 1971.
2. Proposition de loi visant à effacer certaines condamnations encourues par suite de délits commis au cours des manifestations d'agriculteurs de janvier à mars 1971.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)
PAR M. **COOREMAN**.

La proposition de loi n° 151, déposée par MM. Lagae, Beauduin, Delhayé, Martens, Gillet et De Clercq, vise à donner au Roi le pouvoir d'ordonner, par des arrêtés individuels, l'effacement des condamnations encourues pour des délits commis à l'occasion des manifestations d'agriculteurs entre le 24 janvier et le 23 mars 1971.

L'effacement aurait les mêmes effets que la réhabilitation.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Pierson, président; de Stexhe, Gribomont, Hambye, Hendrickx, Housiaux, Leroy, Mme Nauwelaers-Thues, MM. Rombaut, Van Bogaert, Van In, Verbiest, Vermeylen, Wouters et Cooreman, rapporteur.

1) R. A 8787

Voir :

Document du Sénat :

11 (Session de 1971-1972) : Proposition de loi.

2) R. A 8917

Voir :

Document du Sénat :

151 (Session de 1971-1972) : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1972-1973.

25 APRIL 1973.

1. Voorstel van wet betreffende de uitwissing van bepaalde veroordelingen wegens misdrijven gepleegd tijdens de landbouwersbetoging van 23 tot en met 24 maart 1971.
2. Voorstel van wet tot uitwissing van bepaalde veroordelingen wegens misdrijven gepleegd tijdens de landbouwersbetogingen van januari tot en met maart 1971.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DE H. **COOREMAN**.

Het wetsvoorstel nr. 151 neergelegd door de heren Lagae, Beauduin, Delhayé, Martens, Gillet en De Clercq, beoogt de macht te verlenen aan de Koning, om bij koninklijk besluit, individueel de uitwissing te gelasten van de veroordelingen wegens feiten gepleegd tijdens de landbouwersbetogingen tussen 24 januari en 23 maart 1971.

Deze uitwissing zou dezelfde gevolgen hebben als het eerherstel.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Pierson, voorzitter; de Stexhe, Gribomont, Hambye, Hendrickx, Housiaux, Leroy, Mevr. Nauwelaers-Thues, de hh. Rombaut, Van Bogaert, Van In, Verbiest, Vermeylen, Wouters en Cooreman, verslaggever.

1) R. A 8787

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

11 (Zitting 1971-1972) : Voorstel van wet.

2) R. A 8917

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

151 (Zitting 1971-1972) : Voorstel van wet.

Lors de la première discussion, le 4 mai 1972, l'auteur de la proposition en a exposé la portée. Il a souligné qu'à la différence de l'amnistie, qui consiste en ce que tous les actes sont automatiquement tenus, sans examen individuel, pour non punissables — amnistie préconisée par la proposition n° 11 de M. Persyn et consorts —, la proposition en discussion tend uniquement à prévoir un examen individuel des cas et à mettre fin à la disproportion flagrante entre, d'une part, les faits dans leur ensemble, et d'autre part, les circonstances parfois très malencontreuses dans lesquelles des individus ont été recherchés, poursuivis et punis.

Au surplus, l'amnistie s'appliquerait également aux agitateurs, ce qui n'est pas souhaitable, alors que les mesures proposées permettent une distinction entre les faits et les personnes.

L'auteur de la proposition a mis d'ailleurs l'accent sur le fait que son texte ne touche en rien aux effets civils et qu'il donne au Roi le pouvoir d'effacer les condamnations, ce qui n'est cependant pas un droit et n'implique certainement pas une application automatique.

Lors de cette première discussion de la proposition, le Ministre de la Justice a fait référence à la loi du 7 juin 1963 concernant les faits commis au cours des grèves de 1961, loi dans laquelle le principe en question a été admis.

Il a signalé toutefois qu'il y avait encore un certain nombre de cas en instance devant la Cour d'appel de Bruxelles et qu'il serait peut-être préférable de ne pas légiférer tant que la Cour n'aurait pas rendu son verdict.

Se ralliant à cette manière de voir, votre Commission a décidé d'ajourner la question jusqu'au moment où toutes les affaires seraient réglées.

A la demande du Président, il fut communiqué que 259 personnes avaient été condamnées par le tribunal correctionnel de Bruxelles. Neuf d'entre elles ont toutefois interjeté appel.

♦♦

La Commission a repris l'examen du problème au cours de sa réunion du 25 avril 1973, toutes les condamnations étant, à cette date, coulées en force de chose jugée.

Au cours de cette deuxième discussion, la Commission s'est ralliée à l'avis du Ministre de la Justice, d'après lequel il convenait de s'en tenir autant que possible au texte de la loi du 7 juin 1963.

Votre Commission a décidé par 8 voix contre 2 d'opter pour le système des arrêtés individuels (proposition Lagae) et non pas pour celui de l'amnistie (proposition Persyn). En conséquence, la proposition de M. Persyn et consorts n'a pas été adoptée.

Le Ministre de la Justice a déposé les amendements suivants à la proposition n° 151 de M. Lagae :

« Remplacer les articles 1^{er} et 2 par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — Le Roi peut, par des arrêtés individuels, décréter l'effacement des condamnations prononcées pour des

Bij de eerste bespreking op 4 mei 1972 werd dit voorstel uiteengezet door zijn auteur. Hij onderlijnde dat in tegenstelling met amnestie waar alle daden automatisch zonder individueel onderzoek als niet strafbaar worden aangemerkt, — amnestie voorgesteld door het voorstel van wet nr. 11 van de heer Persyn c.s. — dit voorstel alleen een individueel onderzoek der gevallen beoogt en wil verhelpen aan de flagrante wanverhouding tussen de feiten enerzijds en, anderzijds, de soms zeer ongelukkige omstandigheden waarin enkelingen werden opgespoord, vervolgd en gestraft.

Amnestie zou namelijk ook van toepassing zijn op agitators, wat niet wenselijk is, terwijl deze maatregelen een onderscheid mogelijk maken tussen de feiten en de personen.

De auteur onderstreept trouwens dat dit wetsvoorstel niets wegneemt van de burgerlijke gevolgen en dat deze wet aan de Koning de macht geeft tot uitwissing; deze is echter geen recht, en brengt zeker geen automatisme teweeg.

De Minister van Justitie verwees bij deze eerste behandeling van het wetsvoorstel naar de wet van 7 juni 1963 nopens de feiten gepleegd bij de stakingen van 1961, waar dit principe werd aanvaard.

Hij deelde echter mede dat er nog een aantal gevallen hangend waren voor het Hof van Beroep te Brussel, en dat het wellicht wenselijk was niet te legiferen, zolang aldaar geen uitspraak was gedaan.

Uw Commissie verenigde zich met deze zienswijze en besloot de zaak te verdagen tot wanneer alle zaken zouden beslecht zijn.

Op verzoek van de Voorzitter werd medegedeeld dat 259 personen werden veroordeeld door de correctionele rechtbank van Brussel. Negen personen hadden echter beroep aangetekend.

♦♦

De Commissie heeft het onderzoek van het probleem hervat tijdens de vergadering van 25 april 1973, op welke datum alle veroordelingen in kracht van gewijsde waren gegaan.

Tijdens deze tweede bespreking sloot de Commissie zich aan bij de zienswijze van de Minister van Justitie, om de tekst van de wet van 7 juni 1963 zoveel mogelijk te volgen.

Met 8 stemmen tegen 2 besloot uw Commissie te opteren voor het stelsel van de individuele beslissingen (voorstel Lagae) en niet voor dit van de amnestie (voorstel Persyn). Het wetsvoorstel van de heer Persyn c.s. werd dan ook niet aangenomen.

De Minister van Justitie diende de volgende amendementen in op het wetsvoorstel nr. 151 van de heer Lagae :

« De artikelen 1 en 2 te vervangen als volgt :

« Artikel 1. — De Koning kan, bij individuele besluiten, de uitwissing gelasten van de veroordelingen voor misdrijven

infractions commises à l'occasion des manifestations d'agriculteurs (depuis et y compris le 24 janvier jusqu'au 23 mars 1971 inclusivement) lorsque les auteurs de ces infractions ont été condamnés à l'amende et à l'emprisonnement d'un mois au plus ou lorsque les peines portées contre eux ont été ou sont, par voie de grâce, remises, commuées en une amende ou réduites à un emprisonnement d'un mois au plus.

» L'effacement produit les effets de la réhabilitation quant à la condamnation qu'il concerne.

» *Article 2.* — Les arrêtés de grâce visés au premier alinéa de l'article 1^{er} pourront remettre ou réduire des peines subies totalement ou partiellement. »

Justification. — Le texte proposé aux articles 1^{er} et 2 s'inspire du texte de la loi du 7 juin 1963 relative à l'effacement de certaines condamnations prononcées pour infractions commises au cours des grèves de décembre 1960 à janvier 1961.

Il atteint dans une forme plus juridique le but poursuivi dans la proposition de loi par l'honorable membre. »

Ces amendements ont été admis à l'unanimité, de même que la proposition de loi n° 151 ainsi modifiée.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
E. COOREMAN.

Le Président,
M.-A. PIERSON.



TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION.

ARTICLE 1^{er}.

Le Roi peut, par des arrêtés individuels, décréter l'effacement des condamnations prononcées pour des infractions commises à l'occasion des manifestations d'agriculteurs (depuis et y compris le 24 janvier jusqu'au 23 mars 1971 inclusivement) lorsque les auteurs de ces infractions ont été condamnés à l'amende et à l'emprisonnement d'un mois au plus ou lorsque les peines portées contre eux ont été ou sont, par voie de grâce, remises, commuées en une amende ou réduites à un emprisonnement d'un mois au plus.

L'effacement produit les effets de la réhabilitation quant à la condamnation qu'il concerne.

ART. 2.

Les arrêtés de grâce visés au premier alinéa de l'article 1^{er} pourront remettre ou réduire des peines subies totalement ou partiellement.

gepleegd ter gelegenheid van de landbouwersbetogingen (van en met 24 januari tot en met 23 maart 1971). Dit geldt wanneer de daders van deze misdrijven veroordeeld werden tot geldboete en gevangenisstraf van ten hoogste één maand of wanneer de straffen die tegen hen werden uitgesproken genaderechtig worden of zijn kwijtgescholden, omgezet in geldboete of verminderd tot ten hoogste één maand gevangenisstraf.

» De uitwissing heeft de uitwerking van herstel in eer en rechten voor de veroordeling waarop zij slaat.

» *Artikel 2.* — De geheel of gedeeltelijk ondergane straffen mogen worden kwijtgescholden of verminderd bij de genadebesluiten, bedoeld in het eerste lid van artikel 1. »

Verantwoording. — De tekst voorgesteld in de artikelen 1 en 2 is geput uit de wet van 7 juni 1963 betreffende de uitwissing van bepaalde veroordelingen wegens misdrijven gepleegd tijdens de stakingen van december 1960 tot januari 1961.

Hij bereikt in een meer aangepaste juridische vorm het doel gesteld door het geachte lid in het wetsvoorstel. »

Deze amendementen werden eenparig door uw Commissie aanvaard evenals het aldus gewijzigd wetsvoorstel nr. 151.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
E. COOREMAN.

De Voorzitter,
M.-A. PIERSON.



TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE.

ARTIKEL 1.

De Koning kan, bij individuele besluiten, de uitwissing gelasten van de veroordelingen voor misdrijven gepleegd ter gelegenheid van de landbouwersbetogingen (van en met 24 januari tot en met 23 maart 1971). Dit geldt wanneer de daders van deze misdrijven veroordeeld werden tot geldboete en gevangenisstraf van ten hoogste één maand of wanneer de straffen die tegen hen werden uitgesproken genaderechtig worden of zijn kwijtgescholden, omgezet in geldboete of verminderd tot ten hoogste één maand gevangenisstraf.

De uitwissing heeft de uitwerking van herstel in eer en rechten voor de veroordeling waarop zij slaat.

ART. 2.

De geheel of gedeeltelijk ondergane straffen mogen worden kwijtgescholden of verminderd bij de genadebesluiten, bedoeld in het eerste lid van artikel 1.